

En éclairant l'actualité : aider à "vivre ensemble"

Jules Clauwaert

Éditorialiste à Nord-Éclair

À la mi-juillet 1995, engagé dans la chenille processionnaire des départs en vacances, j'entendais les radios diffuser à jet continu des messages à l'usage des pauvres automobilistes sur la localisation des thromboses à éviter, et les itinéraires éventuels de contournement. C'était la grande affaire du jour. Mais par réflexe "professionnel", interdisant la coupure brutale avec les autres babioles de l'actualité et, je le confesse volontiers, "émotionnel", je guettais quelques miettes d'information sur d'autres cortèges. J'essayais d'imaginer en effet les cohues, tragiques celles-là, du côté de Srebrenica...

Depuis plusieurs semaines, nous avons suivi l'agonie de cette enclave réputée "protégée" par l'ONU de Bosniaques musulmans, elle-même gorgée de réfugiés. Et nous venions d'apprendre que, le dernier moyen de résistance écrasé, le maître en basses besognes, Ratko Mladic, était arrivé en per sonne pour "organiser" l'exode des femmes, des enfants et des vieillards. Le sort des hommes "en âge de se battre" n'était quant à lui pas précisé, et l'on pouvait craindre le pire pour eux.

Tel était le contraste, entre ces deux foules en déplacement, à si peu de distance, sur le même continent, que je transmettais au journal, le lendemain, dans un bref éditorial sur cette juxtaposition d'images. Pas question, bien sûr, de culpabiliser ceux qui avaient pris le volant, sur les routes de France et de Navarre, pour se distraire du quotidien – et j'étais de ceux-là. Ni d'incriminer les confrères, dans les rédactions des radios, chargés d'assurer l'information-

service de circonstance. Mais c'était une simple piqûre de rappel, pour signaler qu'en dehors de notre bulle, les bourreaux, là-bas, ne se donnaient pas de répit saisonnier. Pour continuer d'exprimer, aussi, ce que ressentait alors beaucoup de Français, qui n'avaient pas épuisé leurs capacités d'indignation sur "l'épuration ethnique" en Bosnie, conduite comme un retour de la barbarie. Des lecteurs se donnaient la peine de nous écrire, et nous encourageaient sans cesse à dire en leur nom le refus de la résignation, malgré toutes les bonnes raisons invoquées par les dirigeants de nos démocraties pour accepter le fait accompli du crime contre l'humanité, commis pour ainsi dire sous nos yeux.

La force du droit

Politiquement, Srebrenica était la faute que les "nettoyeurs" ne devaient pas commettre. Pour des raisons d'opportunité qu'il serait trop long de rappeler ici, chacun d'entre nous sentait bien qu'il ne tapait plus en vain, avec son petit marteau, sur un clou qui s'enfonçait dans la conscience collective, et qui rendait insupportables les gesticulations des politiques. Telles furent les réactions de l'opinion, que la France et la Grande-Bretagne, et puis les Européens, ensuite la "communauté internationale", entreprirent enfin d'opposer la force du droit au cynisme de la violence pour mettre fin au martyre d'un peuple. Pour notre part, modestement, depuis Vukovar en 1991, nous n'avions cessé de rappeler Munich, et les sinistres enchaînements d'un racisme en action.

"Devoir de mémoire". On aura compris que le choix entre les événements que l'on décide de privilégier dans l'information, ou de commenter dans l'éditorial, reste la responsabilité première du journaliste. *« il est juste que nous ayons des comptes à rendre sur nos critères d'appréciation »*

Mais dès lors, il est juste que nous ayons des comptes à rendre sur nos critères d'appréciation, sur notre grille de lecture de l'actualité, qui déterminent ces choix.

Si l'on est convaincu, comme l'affirment Pierre Bourdieu et ses disciples, que cet exercice est tout à fait illusoire, puisque les journalistes seraient dans la moins mauvaise hypothèse des "jouets", et dans la pire des "chiens de garde" des puissances financières qui contrôlent les médias, cela n'a aucun intérêt. Notre accord sur l'analyse au scalpel des dérives et autres dérapages de l'information-spectacle, sans parler de la presse de caniveau, et le bouillonnement d'une auto-critique multiple au sein même de la profession, sentiraient encore la caque de la "pensée

unique”, pour les narines averties, ou prévenues. Après Timisoara et la Guerre du Golfe, le souci de rigueur généralement reconnu dans la couverture médiatique de la guerre au Kosovo et en Serbie n’y changerait rien.

Pour autant, les condamnations globales et sans appel ne nous incitent pas, bien sûr, à éluder une vraie question : comment, dans toutes les rubriques d’un journal, se joue la confrontation quotidienne entre la logique du marché et la logique citoyenne ? L’entreprise de presse ne feindra pas d’échapper à la première. Et la tentation serait bien de négliger la seconde, au profit des goûts supposés du client-roi pour un “fastfood” préparé et standardisé par des études de marketing. Mais fussions-nous allergiques à toute préoccupation déontologique, nous ne pourrions nier le constat : le retour à l’écrit impose désormais la réponse à de tout autres exigences.

Un lecteur “citoyen”

En d’autres termes, pour ce qui nous concerne ici, et à titre d’exemple, si le thème abordé dans le commentaire éditorial doit répondre à une attente du lecteur, celui-ci n’entend pas être traité comme un consommateur que l’on appâte, ou que l’on gave de n’importe quelle farine. Plus ou moins explicitement, il veut être considéré comme un citoyen exerçant son droit à l’information, avec un sens critique d’année en année plus développé. Le papier imprimé qu’il achète n’est décidément pas à ses yeux un produit comme un autre.

S’agissant du taux de pénétration de la presse écrite régionale, le paysage se présente donc moins mal qu’on ne le dépeint, au regard des autres médias. À condition que l’inquiétude des éditeurs devant l’érosion

*« logique du marché et logique
citoyenne ne sont pas si loin de
trouver leur terrain de
convergence »*

des ventes les amène à prendre conscience de la nécessité première d’améliorer, de densifier les contenus, et d’étoffer des rédactions souvent phagocitées par les impératifs de la technique. Le lectorat existant, et potentiel, demande à son journal de le prendre au sérieux, et de l’aider à se

situer mieux dans son environnement immédiat dans une société et dans un monde qui lui semblent de plus en plus complexes et imprévisibles. Et si l’on entre dans cette perspective, on constatera peut-être que logique du marché et logique citoyenne ne sont pas si loin de trouver leur terrain de convergence, dans notre presse régionale et locale.

Celle-ci devra d'autant plus tenir compte de ces évolutions que le journal est plus "proche" de ses lecteurs. Proximité qui ne va pas de soi, dans un pays urbanisé à plus des trois quarts de ses habitants, et qui connaît les mêmes problèmes d'appauvrissement humain des centres-villes et des quartiers réputés "difficiles", dans ses agglomérations de province comme en région parisienne. La distance relationnelle journaliste-population n'est pas géographique, mais sociale. À chacun, dans les rédactions, de la mesurer et d'en tirer les conclusions.

L'éditorial s'insère naturellement, lui aussi, dans ce contexte qui, loin de limiter son angle de vision, l'élargit au contraire. Le temps n'est plus, en effet, où on le croyait destiné à des militants friands de polémiques, ou à des cénacles d'intellectuels intéressés par le débat d'idées. Davantage lu, il se doit d'aborder les sujets d'actualité, tels qu'ils défilent sur les écrans de télévision, tels qu'ils sont annoncés ou répercutés par les radios, tels qu'ils figurent au centre des conversations à l'atelier, au bureau, au bistrot, dans les vestiaires du stade, dans les associations, les syndicats, ou au Rotary. Bref, tels qu'ils sont enregistrés par un éventail de publics aux centres d'intérêts infiniment divers, et dont l'attente est évidemment multiple.

Des journalistes "acteurs"

Mais pour l'éditorialiste de proximité, comme pour tout autre confrère à la rédaction, ces secteurs si différents ne sont cependant pas anonymes. C'est que les journalistes ne pèsent pas au trébuchet des "médiologues" leur responsabilité sociale : simplement, dans la mesure où le temps leur est donné, ils la vivent.

Il importe donc qu'ils ne soient pas de passage dans la vie locale et régionale, mais qu'ils puissent s'immerger dedans, quitte à passer parfois, au grand effroi des puristes, du rang d'observateurs à celui d'acteurs.

Ainsi en va-t-il pour les "causeries" et autres interventions demandées à l'éditorialiste dans les milieux socio-professionnels, scolaires, associatifs, le plus souvent pour répondre aux interrogations sur les médias, mais aussi sur d'autres thèmes d'actualité. À lui de refuser de faire des "ménages" rétribués, où il devrait servir la soupe des auto-congratulations entre gens de bonne compagnie. Mais à lui d'animer de vrais débats, quand le sujet entre dans son champ de compétences. On

lui reconnaît en effet généralement un minimum d'intégrité intellectuelle : parce qu'il manifeste une indépendance d'esprit dans ses écrits, où il se méfie des a-priori définitifs, des dichotomies sommaires et des modes, parce qu'il relaie publiquement des questions de bon sens que tout le monde se pose. Il lui revient aussi de jouer les "intermédiaires" entre des associations de jeunes "en colère" et des élus municipaux accusés de crispations ; les "modérateurs", quand on craint qu'une confrontation ne tourne au vinaigre ; les "animateurs", quand les jumelages intelligents inter-villes européennes sont mis à profit pour les confrontations d'expériences.

De ces contacts permanents et enrichissants, où il lui arrive d'être mis en cause directement par un contradicteur, comment l'éditorialiste de proximité ne tirerait-il pas des enseignements sur les réactions et les attentes des lecteurs, ou "possiblement" lecteurs ?

En premier lieu, comme en témoignent aussi leurs lettres, les lecteurs cherchent dans l'éditorial un éclairage, des explications, qui leur permettent d'insérer rapidement un événement dans son contexte, de lui donner l'importance qu'il mérite, pas plus, pas moins, les conséquences possibles, de le rattacher à un processus historique. "Journalistes, instituteurs des temps modernes" : l'actualité est à ce point encombrée, avec des informations si diverses livrées en vrac, que l'éditorial sert d'abord en quelque sorte de décryptage. De quoi s'agit-il, derrière les paillettes ? Ceux et celles qui s'adressent le plus souvent au signataire comme à un ami, même quand ils ont un désaccord à formuler, emploient le même mot : "clarté", qui peut être d'ailleurs une demande, derrière le compliment.

Exprimer une opinion

Il ne déplaît pas non plus aux lecteurs que l'éditorial ne se limite pas à cet aspect pédagogique et, ne serait-ce que pour alimenter la réflexion, qu'il exprime une opinion. Mais à condition que celle-ci ne soit pas assénée comme la seule vérité,

« la tribune dont on dispose ne donne ni la capacité ni le droit de distribuer le blâme et l'éloge »

et dans la plupart des cas, qu'elle soit suggérée après l'exposé du pour ou du contre. Ce qui suppose un minimum d'humilité : la tribune dont on dispose ne donne ni la capacité ni le droit de

distribuer le blâme et l'éloge, de juger de toutes choses (et de quelques autres encore), comme on en attribuait la capacité à l'omniscient Pic de la Mirandole. « Dans le doute, abstiens-toi » : il n'y a aucune gêne non

plus à ne pas trancher, le cas échéant : c'est déjà beaucoup de ne pas esquiver les questions. Du reste, les meilleurs peintres ont su faire parler toute la palette des gris de notre ciel des Flandres, qui est rarement noir d'orage, ou bleu d'azur.

Modération ? Oui, si elle revient à se méfier du manichéisme des bons et des méchants, si elle ajoute à la tolérance, si elle pousse à ne pas confondre l'erreur ou l'idéologie avec les hommes qui les défendent de bonne foi. Pendant ses années les plus sombres, je condamnais le "communisme réalisé", avec d'autant moins d'ambiguïté que je n'avais découvert le paradis des travailleurs ni en URSS, ni dans les "démocraties populaires", ni en Chine, ni même sous ses dehors romantiques à Cuba. Mais il ne m'est jamais arrivé de tenir des propos blessants envers les militants communistes "de base", dont je connaissais bien, chez nous, les qualités de cœur et la sincérité dans leur engagement : rien à voir avec la morgue des "apparatchiks", qu'ils n'auraient pas supportée. En revanche, les dirigeants et les "compagnons de route" qui savaient, qui ne se faisaient plus aucune illusion, me faisaient parfois céder à des démanagements de plume : mentir à Billancourt « pour ne pas les désespérer » m'apparaissait comme la forme la plus hypocrite du mépris.

Modération ? Certainement non, quand il a fallu dénoncer les nouveaux démagogues qui, sous les couleurs d'un populisme "à la française", n'hésitaient pas à recourir aux ingrédients empoisonnés du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie. Certainement non, pour débusquer les progrès insidieux des slogans simplistes d'une extrême-droite qui prétend faire des immigrés les boucs émissaires de tous les dysfonctionnements, de toutes les injustices de notre société. Et l'approche "de proximité", dans les quartiers en voie de ghettoïsation, incitait à ne pas donner en même temps dans la mode intellectuelle du "phantasme sécuritaire" : les habitants de toutes origines et de toutes conditions de nos agglomérations ont droit, eux aussi, comme tous les citoyens, d'être protégés contre les violences, et le chômage ne mène pas nécessairement à la drogue, et à la délinquance. Les pseudo-reportages bâclés qui ignorent tout du travail en profondeur des militants associatifs, et mettent en scène pour un spectacle convenu des acteurs plutôt que des témoins, devraient pour le coup susciter davantage l'intérêt de nos "médiologues" en chambre...

Affirmer des valeurs communes

Srebrenica, la Bosnie, le Kosovo, la vie de nos quartiers, etc. : quel fil rouge, quels critères pour l'éditorial, le choix des sujets, la tonalité, les

prises de position ? Ils ne sont pas spécifiques à l'éditorialiste, mais à un journal, à sa charte rédactionnelle, qui doit être le lien le plus fort entre les journalistes d'une équipe. Non pas un livre de "recettes", pour parer à toutes les situations, ni une série de pétitions de principe sans prise sur les réalités. Mais la simple affirmation de quelques valeurs communes. Elles avaient incité des résistants, aux heures les plus noires de l'Occupation, à rêver d'un quotidien démocrate et social, d'inspiration chrétienne. Notre fidélité consiste aujourd'hui à imaginer ce que seraient leurs réactions, dans un monde de l'information où la mode est plutôt au journalisme d'humeur, de dérision, de scepticisme branché, que de conviction : celle qui aiderait à « porter chaque individu à son plus haut niveau de responsabilité », selon la formule ambitieuse de Marc Sangnier.

En clair, notre quotidien – et donc son éditorialiste – se veulent en toute indépendance « un outil au service d'une région et de sa population », en se fondant sur des valeurs qui font du respect de la personne humaine, de la liberté des individus et de l'épanouissement collectif dans la solidarité, des impératifs permanents.

Paroles, paroles ? Nous continuons à croire à l'identité d'un quotidien, quand le pluralisme, pourtant désigné comme un objectif d'ordre constitutionnel, est traité comme une des vieilles lunes de la démocratie. Quant à la dignité de la personne humaine, tout nous montre que ce sera bien le grand combat pour les nouvelles générations, après un siècle qui a vu des systèmes totalitaires écraser des peuples avec une effrayante efficacité, et qui se termine en Europe dans les épurations ethniques que l'on sait.

Et plus spécifiquement, sur notre terrain de proximité, c'est en aidant les hommes et les groupes à faire connaissance, à se comprendre mieux, que notre journal – et les éditorialistes qui se succéderont – auront un rôle précieux à jouer. Pour apprendre "à vivre ensemble" ■